

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(01)/ST/119  
12 novembre 2001

(01-5708)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE  
Quatrième session  
Doha, 9 - 13 novembre 2001

Original: anglais

## SUÈDE

Déclaration de S.E. M. Leif Pagrotaky  
Ministre du commerce

Quand l'OMC a été instituée en 1995, peu d'entre nous imaginaient les défis spectaculaires auxquels cette organisation nouvelle serait rapidement confrontée durant les premières années.

La mondialisation, par ses caractéristiques et ses échecs, a engendré des pressions et des attentes, car l'OMC a, comme peu d'autres, le pouvoir et la capacité de lui donner forme.

Bon nombre de nos citoyens et électeurs croient que la mondialisation est hors contrôle. Nous, les ministres, devons leur prouver qu'ils se trompent.

Au cours de cette réunion, j'ai entendu quelqu'un parler de la nécessité d'une volonté politique. Maintenant, au cours des dernières heures, nous, les ministres, sommes dans l'obligation de démontrer l'existence de cette volonté.

Il y a deux ans, nous avons échoué à Seattle. Depuis, nous avons beaucoup appris et fait beaucoup de chemin. Cependant, au seuil d'un nouveau cycle, les derniers pas semblent difficiles. Peut-être les attitudes et les comportements anciens perdurent-ils? Sinon, pourquoi continuons-nous à qualifier l'ouverture de "concessions"? À mon avis, c'est l'amélioration de l'accès aux marchés qui entraîne la croissance et le développement, et non la prorogation des périodes de transition. Et je pense que nous devrions concentrer nos efforts là où il existe un réel potentiel de développement. Personne ne peut s'enrichir de la protection. En revanche, un accès élargi aux marchés est la clé de la prospérité.

Un nouveau cycle peut démontrer une attitude offensive et indiquer la direction à suivre; où voulons-nous que le système commercial emmène la mondialisation? Pour moi, la réponse est claire: vers la prospérité mondiale, la justice mondiale et un monde plus humain.

Un système commercial multilatéral ouvert est un puissant moyen de parvenir à la prospérité mondiale. Les gains que procurerait une plus large ouverture des marchés sont considérables. Une réduction de 50 pour cent des obstacles au commerce accroîtrait le revenu mondial de 400 milliards de dollars par an.

Pouvons-nous nous permettre de ne pas franchir ce pas? Nous pourrions interroger les consommateurs. Dans mon pays, une famille de quatre personnes perd environ 1 500 dollars par an du fait des restrictions qui touchent le commerce des denrées alimentaires et des vêtements. Que nous ouvrions notre propre marché ou accédions à ceux des autres, nous y gagnerons tous.

La justice mondiale doit constituer un autre objectif d'un nouveau cycle. L'OMC est un puissant instrument, mais elle n'est pas toujours équitable. Les avantages obtenus n'ont pas été

partagés de façon à profiter surtout aux plus pauvres. Les déséquilibres entre riches et pauvres demeurent. Un nouveau cycle doit donc offrir de nouvelles possibilités aux plus pauvres d'entre nous.

À mon avis, cela exige, par exemple, que nous nous attaquions sérieusement au problème des subventions agricoles dans les pays de l'OCDE. Ces politiques agricoles constituent manifestement un sérieux obstacle pour les pays en développement et doivent être réformées.

La libéralisation des échanges n'est qu'un ingrédient dans l'éventail des politiques nécessaires au développement. De nombreux pays en développement ont besoin d'une aide pour pouvoir accroître leurs capacités d'exportation et tirer parti des possibilités offertes par le commerce. La coopération au service du développement peut jouer un rôle important de catalyseur. Le renforcement du soutien technique aux pays en développement devrait aussi figurer parmi les premiers engagements. Un nouveau cycle devrait aussi servir à favoriser la bonne gestion des affaires publiques et la lutte contre la corruption, qui sont également indispensables au développement. Des règles conçues pour faciliter les échanges et accroître la transparence sont des éléments importants.

Aucune organisation internationale désireuse de jouer un rôle d'actualité ne peut ignorer le besoin urgent de parvenir à un développement mondial durable, en ce qui concerne aussi bien l'environnement que le développement social. Aussi l'OMC doit-elle apporter sa contribution à l'instauration d'un monde plus humain.

La plupart d'entre nous, en tant que gouvernements et membres de l'OIT, ont adopté les normes fondamentales du travail conçues par cette organisation. Pourtant, trop de travailleurs sont encore privés de ces droits de l'homme fondamentaux reconnus au plan international. Il s'agit d'un problème mondial qui exige une solution mondiale. L'OMC doit prendre sa part de cette responsabilité. Elle doit apporter un soutien concret à l'OIT. Et je ne vois pas pourquoi cela serait contestable aux yeux de l'un quelconque des pays qui sont membres des deux organisations.

M. le Président, en lançant le cycle de Doha, nous avons une occasion exceptionnelle de stimuler la confiance du monde dans l'économie, d'améliorer les perspectives en matière de commerce, d'investissement, d'emploi et de croissance et de rendre le système commercial plus équitable et plus sensible aux besoins de tous les individus.

Ne la laissons pas échapper. Engageons un processus qui changera vraiment les choses. Je suis convaincu que tous les pays Membres reconnaîtront l'importance de cette entreprise, et j'exhorte les négociateurs à ne ménager aucun effort pour régler les divergences qui subsistent. Et rappelons-nous à nouveau que nous sommes ici, à Doha, pour engager une négociation et non pour la conclure.

Je voudrais terminer en exprimant ma reconnaissance et mes remerciements sincères à l'hôte de cette réunion, le gouvernement qatarien. Permettez-moi de conclure en citant l'Émir du Qatar dans sa déclaration liminaire à la Conférence:

*"Une réunion couronnée de succès sera le meilleur moyen de démontrer que toutes les nations, riches et pauvres, travaillent ensemble pour un monde meilleur et plus juste."*

---